

**SOUS EMBARGO JUSQU'AU:
MERCREDI 24 NOVEMBRE 2021
03:00 EST, 08:00 GMT, 9:00 KINSHASA/CET**

BloombergNEF



LA PRODUCTION DE MATERIAUX POUR BATTERIES EN RDC POURRAIT REDUIRE LES EMISSIONS DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT ET AJOUTER DE LA VALEUR AU COBALT DU PAYS

Une étude trouve que la RDC est l'endroit propice pour la fabrication de matériaux durables utilisés dans les batteries à haute teneur en nickel.

Londres et Kinshasa, 24 novembre 2021 – La République démocratique du Congo (RDC) peut miser sur ses abondantes ressources en cobalt et de son énergie hydroélectrique pour devenir un producteur à faible coût et à faibles émissions de précurseurs de matériaux de cathodes de batteries lithium-ion. À la demande de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), de la Banque africaine de développement (BAD), de la Société financière africaine (AFC), de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), de la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF) et du Pacte mondial des Nations unies, une nouvelle étude de BloombergNEF (BNEF) sur une chaîne d'approvisionnement africaine unifiée estime que la construction d'une usine de précurseurs de cathodes de 10 000 tonnes en RDC nécessiterait une enveloppe de 39 millions de dollars. Ce coût est trois fois moins élevé que celui d'une usine similaire aux États-Unis. La même usine en Chine et en Pologne coûterait respectivement 112 millions et 65 millions de dollars. Les précurseurs de matériaux produits dans les usines de la RDC pourraient avoir un coût compétitif par rapport à ceux qui sont produits en Chine et en Pologne, mais avec une empreinte environnementale plus faible.

Les émissions associées à la production de batteries pourraient être réduites de 30% par rapport à la chaîne d'approvisionnement actuelle qui passe par la Chine, si les précurseurs de matériaux de cathode (le matériau intermédiaire entre le matériau brut et le matériau de cathode fini) étaient produits en RDC, la Pologne se chargeant de la production des matériaux de cathode et des cellules, et l'Allemagne de l'assemblage final des packs. Cette situation s'explique par la richesse de la RDC en matières premières cathodiques et sa forte dépendance des centrales hydroélectriques.

« La compétitivité de la RDC en termes de coûts participe de son accès relativement bon marché à la terre et de ses faibles coûts d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) par rapport aux États-Unis, à la Pologne et à la Chine », a déclaré Kwasi Ampofo, auteur principal du rapport et chef de la section Metaux & Mines chez BloombergNEF. « Actuellement, les fabricants européens de cellules dépendent fortement de la Chine en ce qui concerne les précurseurs de batteries. Or, les matières premières des batteries sont, dans la plupart des cas, importées en Chine depuis l'Afrique et raffinées avant d'être exportées vers l'Europe. Les constructeurs automobiles européens peuvent réduire leurs émissions en raccourcissant la distance de transport et en capitalisant sur le réseau hydroélectrique de la RDC et la proximité des matières premières ».

Les véhicules électriques représentent une opportunité de marché de 7 000 milliards de dollars entre aujourd'hui et 2030, et de 46 000 milliards de dollars entre aujourd'hui et 2050, selon le nouveau

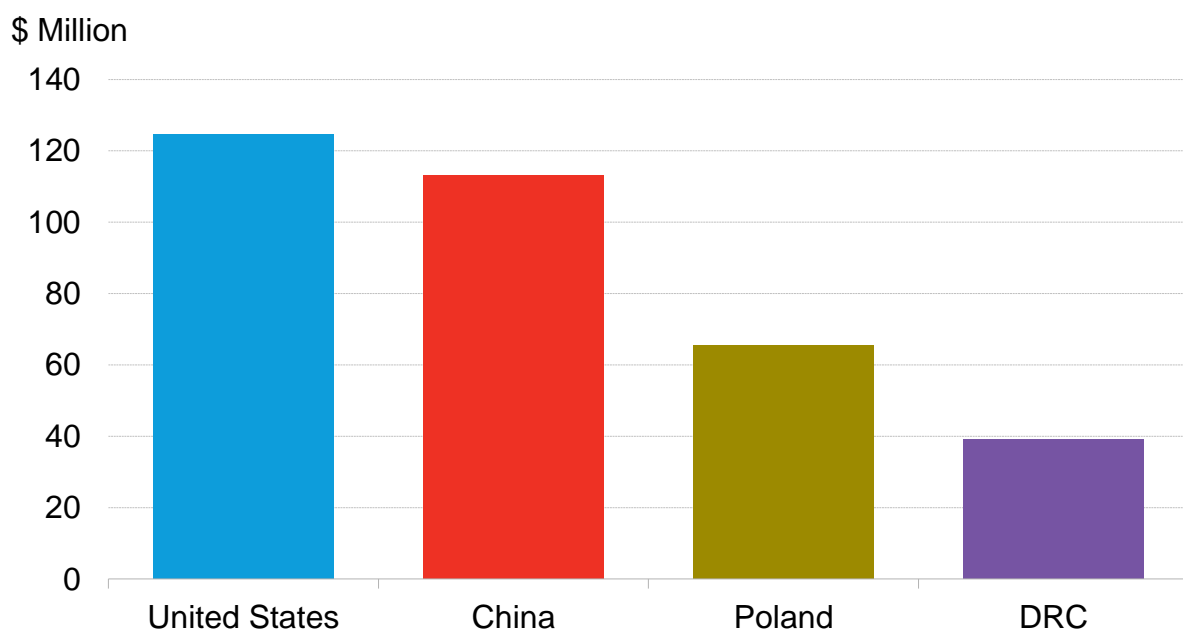
rapport intitulé « *Le coût de production des précurseurs de batterie en RDC* », rendu public lors du « DRC-Africa Business Forum » 2021 qui se tient aujourd'hui et jeudi. Il est bien vrai qu'aujourd'hui on a des grands fabricants de véhicules électriques et de piles à combustible, mais l'ampleur de la croissance attendue dans les prochaines décennies laisse entendre qu'une incertitude inhérente plane quant aux entreprises et aux pays qui pourraient dominer cette nouvelle chaîne de valeur. Les pays africains pourraient jouer un rôle majeur dans la chaîne d'approvisionnement des batteries lithium-ion en exploitant leurs abondantes ressources naturelles et en délocalisant une plus grande partie de la chaîne de valeur.

James Frith, responsable de la recherche sur le stockage de l'énergie chez BloombergNEF, a déclaré : « Pour réussir à attirer la fabrication de composants ou de cellules de batteries, les régions doivent disposer soit d'un approvisionnement en matières premières clés, soit d'une demande locale. Si elles ont accès aux matières premières, elles peuvent utiliser cette offre pour attirer les fabricants en aval. S'il existe une demande locale de batteries, les fabricants de cellules s'installeront dans la région pour être proches de leurs clients, notamment dans l'industrie automobile. L'Afrique est riche en matières premières essentielles pour la fabrication de batteries et peut s'en servir pour attirer davantage de valeur ajoutée dans le traitement et la fabrication en aval. »

Entrée en vigueur le 30 mai 2019, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui couvre 54 pays membres de l'Union africaine, est effectivement devenue opérationnelle le 1er janvier 2021. L'Accord portant création de la ZLECAf a le potentiel de créer la plus grande zone de libre-échange au monde. S'ils s'y prennent convenablement, les pays africains peuvent tirer parti de leurs ressources naturelles abondantes, de la demande croissante de véhicules et de l'urbanisation rapide pour construire un pôle mondial de production de véhicules électriques.

« Nous n'en sommes qu'au début dans notre engagement à atteindre des émissions nettes nulles au niveau mondial. Les économies émergentes d'Afrique peuvent gagner une valeur économique significative à long terme en mettant rapidement en place des projets qui soutiennent la transition à faible intensité de carbone avec des cadres de gouvernance transparents », a déclaré Ashish Sethia, responsable mondial des matières premières chez BNEF.

Figure 1: Coût d'investissement pour la construction d'une usine de précurseurs de batteries de 10 000 tonnes.



Source: BloombergNEF. Remarque: C'est le coût d'une usine de précurseurs de 10 000 tonnes net de toute subvention de l'État.

Déclarations des partenaires

« Nous amorçons la Décennie d'action et nous n'avons plus que (09) neuf ans pour réaliser les ODD. La Zone de libre-échange continentale africaine, le plus grand bloc commercial à l'échelle mondiale, fournit un argument de poids engageant la République démocratique du Congo à valoriser ses abondantes ressources minérales et d'énergies propres ainsi que celles de l'Afrique afin de devenir un pôle de croissance pour la transition mondiale vers les énergies propres et un développement résilient et inclusif qui ne laisse personne à la traîne », a déclaré Vera Songwe, Sous-Secrétaire générale de l'ONU et Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA).

« La RDC produit environ 70 pour cent du cobalt mondial, mais sa contribution à la chaîne de valeur de cette ressource minérale n'excède guère 3 pour cent. Avec l'opérationnalisation de la ZLECAf, la RDC peut recevoir d'autres apports minéraux en amont nécessaires à la fabrication de batteries à base de lithium-ion de type MNC- comme le manganèse en provenance de l'Afrique du Sud et de Madagascar, le Cuivre de la Zambie, le graphite du Mozambique et de la Tanzanie, et le lithium du Zimbabwe, pour n'en citer que quelques-uns. »

« La RDC peut véritablement devenir le centre régional et mondial de gravité pour la production de matériaux précurseurs pour les batteries afin de stimuler la quatrième révolution. Ce faisant, le pays et le reste du continent peuvent étendre leur accès du segment des précurseurs pour batterie d'une valeur de 271 milliards de dollars américains à des segments plus rentables de la chaîne de valeur mondiale des minéraux pour batterie, notamment la fabrication et l'assemblage des batteries d'une valeur cumulée de 1,4 trillion de dollars américains. Pour ce faire, il faut disposer d'une quantité importante d'énergie fiable et abordable qui peut être obtenue grâce à une interconnexion entre les systèmes électriques de l'Afrique et le Barrage du Grand Inga au centre, et l'énergie éolienne et solaire des pays de l'Afrique du Nord et de l'Afrique australe, l'énergie géothermale de l'Afrique de l'Est et l'énergie hydroélectrique de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest », Songwe a-t-elle poursuivi.

« Toutefois, pour engranger ces gains, les dirigeants africains doivent s'engager à faciliter la mobilisation des investissements nécessaires et veiller à ce que la ZLECAf soit au service du continent ».

Samaila Zubairu, Président et chef de la direction, Africa Finance Corporation, a déclaré: « L'Afrique doit bénéficier considérablement de l'abondance de ses métaux de transition énergétique en changeant son modèle d'extraction. Contrairement aux flambées antérieures des prix, les pays africains doivent se hisser au sommet de la chaîne de valeur grâce à l'enrichissement, à la fonte et à l'affinage des minéraux et rompre avec l'exportation de produits non transformés ».

« Comme l'atteste le rapport BloombergNEF, la perspective d'étendre la chaîne de valeur du développement des batteries au lithium, des véhicules électriques et des chaînes de valeur à la RDC et à l'Afrique est à la fois financièrement et écologiquement attrayante à un moment même où les engagements de zéro émission nette ont galvanisé toute la COP26 » a observé Dr. Sidi Ould Tah, Directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

« La BADEA est prête à mobiliser ses propres ressources pour financer des projets d'investissement autour de cette chaîne de valeur critique en RDC et sur le continent. Par ailleurs, nous sommes également impatients de mobiliser nos partenaires du Groupe de coordination arabe, ainsi que des investisseurs publics et privés des pays arabes », a-t-il ajouté.

Le président de la Banque africaine de développement, M. Akinwumi A. Adesina, a déclaré :
"Le rapport de BloombergNEF renforce ce que nous n'avons cessé de préconiser. Les ressources minérales de l'Afrique doivent être utilisées pour le développement du continent. Cela exige un changement radical de la dépendance à l'égard de l'exportation de matières premières, avec très peu ou pas de valeur ajoutée. La fabrication de précurseurs de batteries ajoutera de la valeur à nos ressources minérales, développera les technologies d'énergie renouvelable, accélérera l'industrialisation, éclairera et alimentera l'Afrique et créera des emplois pour des millions de jeunes Africains."

« L'étude confirme la compétitivité des coûts liés à l'implantation d'une industrie de précurseurs pour batterie en RDC sur la base de ressources minérales locales. Pour la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF), une telle information est d'une valeur inestimable pour la négociation de contrats justes et équitables qui garantissent à l'Afrique une valeur maximale découlant de ses ressources minérales tout en contribuant à la transition énergétique mondiale », a déclaré Olivier POGNON, PDG de l'ALSF.

Contact

Veronika Henze
BloombergNEF
+1-646-324-1596
vhenze@bloomberg.net

A propos de BloombergNEF

[BloombergNEF](#) (BNEF) est un fournisseur de services de recherche stratégique qui couvre les marchés mondiaux des matières premières et les technologies perturbatrices à l'origine de la transition vers une économie sobre en carbone. Nos experts évaluent les voies d'adaptation des secteurs de l'électricité, des transports, de l'industrie, des bâtiments et de l'agriculture à la transition énergétique. Nous aidons les professionnels du commerce des matières premières, de la stratégie d'entreprise, de la finance et de la politique à surfer sur le changement et à créer des opportunités.

A propos de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Créée par le Conseil économique et social des Nations unies en 1958 comme l'une des cinq commissions régionales de l'ONU, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour mandat de promouvoir le développement économique et social de ses États membres, de favoriser l'intégration intrarégionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique. Composée de 54 États membres, et jouant un double rôle en tant que bras régional de l'ONU et élément clé du paysage institutionnel africain, la CEA est bien placée pour apporter des contributions uniques afin de relever les défis du développement du continent. Le mandat actuel de la CEA est de proposer des idées avant-gardistes et inciter à l'action pour une Afrique autonome et transformée, conformément à l'Agenda 2030 et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur: <https://www.uneca.org/>. Suivez-nous sur [Twitter](#) | [Facebook](#)

À propos d'Afreximbank

La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain. Afreximbank déploie des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui facilitent la transformation de la structure du commerce africain et accélèrent l'industrialisation et le commerce intrarégional, soutenant ainsi l'expansion économique en Afrique. Depuis sa création, la Banque a beaucoup œuvré en faveur du soutien aux pays africains en temps de crise. À travers le Dispositif d'atténuation de l'impact de la pandémie sur le commerce (PATIMFA) lancé en avril 2020,

Afreximbank a décaissé plus de 6,5 milliards de dollars US en 2020 afin d'aider les pays membres à amortir les effets négatifs des chocs financiers, économiques et sanitaires causés par la pandémie de COVID-19. Fervent défenseur de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Afreximbank a développé un système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui a été adopté par l'Union africaine (UA) comme la plateforme de paiement et de règlement devant appuyer la mise en œuvre de la ZLECAf. Afreximbank collabore avec l'UA et le Secrétariat de la ZLECAf en vue de mettre en place une Facilité d'ajustement visant à aider les pays à participer efficacement à la ZLECAf. À la fin de 2020, le total des actifs et des garanties de la Banque s'élevait à 21,5 milliards de dollars US et les fonds de ses actionnaires s'établissaient à 3,4 milliards de dollars US. La Banque a décaissé plus de 42 milliards de dollars US entre 2016 et 2020. Afreximbank est notée A- par GCR International Scale, Baa1 par Moody's et BBB- par Fitch. Son siège social se trouve au Caire, en Égypte. Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur: www.afreximbank.com. Suivez-nous sur [Twitter](#) | [Facebook](#) | [LinkedIn](#) | [Instagram](#)

À propos du Groupe de la Banque africaine de développement

Le Groupe de la Banque africaine de développement est la principale institution de financement du développement en Afrique.

Il comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds fiduciaire du Nigeria (FSN).

Présente sur le terrain dans 41 pays africains et disposant d'un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et à la réduction de la pauvreté en Afrique.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur: www.afdb.org.

À propos de l'AFC

L'AFC a été créée en 2007 pour catalyser les investissements dans les infrastructures menés par le secteur privé à travers l'Afrique. C'est la deuxième institution financière multilatérale la mieux notée en Afrique. L'approche d'AFC combine une expertise industrielle spécialisée avec un accent sur le conseil financier et technique, la structuration de projets, le développement de projets et le capital-risque pour répondre aux besoins de développement des infrastructures de l'Afrique et stimuler une croissance économique durable. AFC investit dans des actifs d'infrastructure de haute qualité qui fournissent des services essentiels dans les secteurs d'infrastructure de base de l'énergie, des ressources naturelles, de l'industrie lourde, des transports et des télécommunications. L'AFC a investi plus de 8,7 milliards de dollars US dans des projets dans 35 pays d'Afrique depuis sa création. www.africafc.org.

À propos de la BADEA

La Banque arabe pour le Développement économique en Afrique (BADEA) est une banque multilatérale de développement détenue par dix-huit (18) pays arabes, membres de la Ligue des États Arabes (LEA). La Banque est opérationnelle depuis 45 ans et est présente dans environ 44 pays. La BADEA vise à promouvoir le développement économique en Afrique et à favoriser la coopération entre les pays bénéficiaires et le Monde Arabe à travers l'investissement et le commerce. A cette fin, les opérations de la BADEA s'articulent autour de quatre piliers stratégiques : i) Investissement dans les infrastructures, ii) Financement du secteur privé et du commerce, iii) Chaînes de valeur agricoles, iv) Entrepreneuriat et PME. En outre, le renforcement des capacités constitue un pilier transversal.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site: www.badea.org. Suivez-nous sur les réseaux sociaux: @BADEAbank #BADEA2030

À propos de l'ALSF

Créé par la Banque africaine de développement en 2008, l'ALSF aide les gouvernements à négocier des transactions commerciales complexes, à fournir une assistance juridique et technique dans le cadre de projets de partenariat public-privé dans les secteurs du pétrole et du gaz, des mines et de

l'énergie, et à couvrir les questions de dette souveraine et les litiges avec les créanciers.

Contacts: Eve Ehoura, Responsable de la communication: e.ehoura@afdb.org. Site Internet: www.alsf.int

###